



## VILLE DE COGOLIN

Envoyé en préfecture le 27/11/2024

Reçu en préfecture le 27/11/2024

Publié le 31/12/2024

ID : 083-218300424-20241127-DECISION2024\_41-AR

22/11/24  
Berger  
Levy  
Levy

### DECISION DU MAIRE

**N° 2024/41**

**CESSION DE L'EMBARCATION LASER STANDARD XD – AU BENEFICE DE [REDACTED]**

Monsieur le Maire de la commune de Cogolin,

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L2122-22,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2020/040 en date du 20 juillet 2020 portant délégations au maire en application de l'article L2122-22 du code général des collectivités territoriales, donnant délégation au maire de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600,00 €,

Considérant l'inventaire du matériel nautique appartenant à la ville,

Considérant la non utilité de la coque LASER STANDARD XD,

Considérant l'offre de rachat de l'embarcation LASER STADARD XD, formulée par Monsieur [REDACTED]

### DECIDE

#### ARTICLE 1 :

L'embarcation LASER STADARD XD, année de fabrication : 2011 - numéro de coque : GB PSE LS 881F111 est cédée à [REDACTED]

#### ARTICLE 2 :

La cession de l'embarcation LASER STADARD XD - coque n° GB PSE LS 881F111 est consentie au prix total de 800,00 €, décomposé comme suit :

- coque LASER : **500,00 €**,
- mise à l'eau, gouvernail, stick, safran et housse : **300,00 €**.

#### ARTICLE 3 :

Le matériel nautique désigné ci-après est retiré de l'inventaire communal

\* coque LASER STADARD XD n° GB PSE LS 881F111, inscrit à l'inventaire communal sous le numéro AIC 17415.

#### ARTICLE 4 :

Monsieur le Maire est autorisé à signer le certificat de cession du matériel nautique et tout document s'y rapportant.

#### ARTICLE 5 :

Madame la Directrice Générale des services est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Cogolin, le 27 novembre 2024

Le maire,

Marc Etienne LANSADÉ

Le maire,

Certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte,

Précise que suivant les dispositions des articles R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent (Toulon – 5 rue Ratin – 83000 Toulon – 40510 – 83041 TOULON cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet

[www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Formalités de publication effectuées le :

